

Le destin d'un soldat

Par Yair Sheleg Haaretz 26 06 2008

Dans l'une des négociations à propos des échanges de prisonniers, la mère de Tzachi Hanegbi membre de la Knesset, Geula Cohen ancienne membre de la Knesset elle aussi, a fait la déclaration inoubliable suivante : "Si mon Tzachi était fait prisonnier, j'aurais exigé que le gouvernement paye n'importe quel prix pour le libérer. Mais il aurait été de votre devoir, vous messieurs les ministres, de refuser. "

Cette phrase résume succinctement le difficile mais nécessaire fossé qui existe entre les parents de prisonniers et la position qui devrait être celle des dirigeants de l'Etat , fossé faisant partie de la problématique de tout échange de prisonniers. Les parents doivent exiger ou demander la libération de leurs fils à tout prix. Chacun d'entre nous, à leur place, probablement réagirait comme ça. Mais c'est la lourde responsabilité du cabinet du gouvernement de décider quel sera le prix "raisonnable".

Cela est vrai pour tous les échanges de prisonniers. Mais la famille Shalit a aggravé ce fossé quand elle a demandé à la Haute Cour de justice cette semaine, de ne pas signer la trêve avec la bande de Gaza tant qu'un accord, au moins en principe, n'aurait pas été conclu sur la libération de Gilad. Encore une fois, la famille ne devrait pas être critiquée. Tout le monde se battra comme un lion, en utilisant tous les moyens, pour la vie de son fils. Mais dans le cas présent, la demande devrait être rejetée même par ceux qui acceptent les termes de l'échange.

Parce que les exigences de la famille Shalit signifieraient que l'existence d'une question nationale comme celle posée par la situation des communautés le long de la frontière avec Gaza, destin personnel de dizaines de milliers de personnes dans et à proximité de Sderot, serait déterminée par le sort d'un seul soldat.

On peut penser que l'ensemble de l'accord de trêve pourrait en effet être une erreur. Mais si le pays, par l'intermédiaire de ses représentants démocratiquement élus, conclut que cette trêve est dans l'intérêt national, il ne peut pas être l'otage de négociations visant à la libération de Shalit. Tenter d'obtenir sa liberté auraient dû faire partie des pourparlers de la trêve, et il y a des indications indiquant que le retard dans la réalisation de l'accord a été en grande partie attribuable à un tel effort. Mais les deux questions ne peuvent être totalement liées.

Il ne fait aucun doute que cela s'applique aussi à la décision inverse,

visant à lancer une opération militaire à Gaza. Quand une telle opération a été examinée, certaines personnes ont parlé d'une remise à plus tard de l'opération en raison de craintes pour le sort de Shalit. Le Ministre de l'Intérieur Meir Sheerit a dit explicitement qu'il avait changé d'avis et cessé de soutenir le plan visant à une opération à Gaza à ce stade, à cause de Shalit. Il y a de bonnes raisons contre l'opération. Mais la politique sur une question aussi cruciale ne peut être déterminée par des considérations sur l'avenir de Shalit.

Le report de la trêve n'est pas seulement une question "d'Etat". Cela pourrait signifier d'exposer les communautés le long de la frontière de Gaza à de nouvelles attaques. Il en va de même pour une opération militaire - les soldats qui pourraient être blessés dans une telle opération ont des visages et des noms et des familles eux aussi. Et pourtant, un gouvernement est parfois contraint à se prononcer pour les opérations militaires et pourrait avoir à le faire à Gaza. C'est là l'essence même d'une opération militaire - les soldats mettent leur vie en danger pour protéger les civils. Shalit lui-même a été positionné sur la frontière avec Gaza mettant sa vie en danger pour protéger les communautés du sud (deux membres de son équipage de tankistes ont été tués au cours de son enlèvement).

Pourquoi alors sa vie, suite à son enlèvement, mériterait davantage de protection que sa vie comme simple soldat de base, ou que celles des habitants du Sud, ou que celles des soldats qui pourraient prendre part à une opération militaire à Gaza? Après tout, selon la logique de la pétition des parents de Shalit, les parents des autres soldats pourraient également pétitionner contre la décision du Cabinet de lancer une opération militaire, en faisant valoir qu'elle pourrait mettre en danger la vie de leurs fils.

La réponse réside bien sûr dans l'aspect psychologique. Nous connaissons Shalit, son nom et son visage, il est donc facile pour nous de nous identifier à la demande visant à le sauver "à tout prix". Ce n'est pas le cas pour de futures victimes, qui sont anonymes. Nos pensées vont à la famille Shalit - à leur dignité de parents et en particulier à Gilad lui-même, qui souffre en captivité depuis deux ans, probablement sans voir la lumière du jour. Mais si cet aspect psychologique est compréhensible, il ne peut servir de base pour une politique.